

Rencontre Internationale Sud  
**MAROC**  
7 et 8 novembre 2013

**Une Rencontre sous le signe de l'échange avec les migrants et les acteurs de terrain.**  
*Une Rencontre combinant des réunions de partage d'expérience et une immersion dans un village avec les hommes et les femmes qui pratiquent au quotidien le développement.*



Document d'analyse présenté par **Emilie BONNASSIEUX**, Chargée de projets, Migrations & Développement (M&D)  
20/01/2014

Rencontre Internationale Sud  
**MAROC**

**Nom du chef de file Organisateur** : Migrations et Développement

**Date** : 7 et 8 novembre 2013

**Lieu** : Taliouine

**Nombre de participant-e[s]** : 178

## **INTRODUCTION : CONTEXTE DE LA RENCONTRE INTERNATIONALE SUD**

Le FORIM organise des cycles de rencontres dans les pays du Sud, afin de renforcer ses liens avec les différents acteurs. Cette action a pour objectif de renforcer la contribution des diasporas au développement des pays d'origine grâce à une meilleure connaissance des pratiques de codéveloppement ; en encourageant les échanges d'expériences et les partenariats entre les diasporas et les pays d'origine pour une dynamique concertée et efficace pour le développement local.

Dans ce cadre, un appel à candidatures a été lancé, dans le but d'identifier l'organisation membre qui sera le chef de file pour l'organisation d'une Rencontre Internationale Sud, au Maroc (des rencontres se sont déjà déroulées précédemment, notamment au Bénin, au Sénégal et en Guinée).

Migrations & Développement (MD) a présenté son projet de séminaire sur le thème du **rôle des migrants dans le développement de leur pays d'origine**. M&D a proposé de faire coïncider ce séminaire avec la programmation du Festival du Safran, moment clé où les migrants impliqués dans des projets de codéveloppement se réunissent et partagent leur expérience.

M&D est une organisation créée en 1986 par un groupe de migrants, qui a un lien particulier à un territoire. Elle a la vocation d'intervenir sur l'ensemble des dimensions du développement rural (infrastructures, activités économiques, gouvernance locale...) afin d'offrir aux jeunes une alternative à la migration pour renforcer l'attractivité du territoire. MD considère en effet que la migration doit résulter d'un choix, pas des contraintes.

## **CHAPITRE 1 : ETAT DES LIEUX SUCCINCT DES PROBLEMATIQUES ET ACTIONS DE DEVELOPPEMENT LOCAL MENEES PAR M&D AU MAROC**

Les problématiques et actions de développement local menées par M&D font état d'une participation et d'une implication régulière des migrants et d'un ensemble d'acteurs institutionnels et associatifs, localement, dans les projets de codéveloppement. Au Maroc, entre 1986 et 2013, M&D a participé à la réalisation de (en termes quantitatifs) :

**INFRASTRUCTURES** / 120 villages électrifiés - 28 réseaux d'adduction d'eau potable - 2 réseaux d'assainissement - 61 puits - 14 retenues collinaires - 13 réservoirs – 6 réseaux d'irrigation

**Activités Génératrices de Revenus (AGR)** / 4 études filière (safran, olives, plantes aromatiques et médicinales) - Création de : 29 coopératives, 2 GIE, 1 Fédération Interprofessionnelle et 1 Union des Organisations Paysannes – 23 formations agricoles - 4 formations ECOPTER (50 stagiaires) – Appui à l'obtention de certifications BIO, à la mise en place du label AOP « Safran Taliouine » – 2 boutiques solidaires – 5 ateliers de conditionnement et d'exposition des produits du terroir – Création du Festival du Safran (annuel depuis 2007) – 1 Marque « Terroirs Solidaire » et 2 réseaux de vente...

**TOURISME (AGR)** / 1 diagnostic territorial – Construction de 21 auberges rurales, 5 maisons d'hôtes et 1 auberge communautaire – Formation de 11 jeunes guides de la région et de 68 aubergistes – Création de 2 Centres d'Information Touristique, de 3 circuits de Randonnée Pédestre, d'1 association des professionnels du Tourisme solidaire à Taliouine.

**GOVERNANCE** / Appui à l'élaboration participative de 5 Plans Communaux de Développement (PCD) – Formation de 502 acteurs (élus, cadres associatifs et fonctionnaires) au sein de 34 Communes – Animation de 23 ateliers (élus, populations locales, cadres associatifs, migrants) – Création du FIL (Forum des Initiatives Locales), regroupant 45 associations et 7 coopératives - Création : d'1 Union des

associations de Jeunes et 1 Forum des Initiatives Jeunes (FIJ) – Appui à 1 accord de Coopération décentralisée entre la Commune de Taliouine et la Communauté de communes du Pays des Ecrins (Hautes Alpes) – Appui à la mise en place d'une Communauté de Communes....

**EDUCATION** / Plus de 4.500 bénéficiaires du programme Ecoles Non Formelles (dont 70% de filles) – Construction et/ou aménagement de 29 classes non formelles - 70 Chantiers-échanges et 7 échanges scolaires (840 jeunes).

**GENRE** / Création de 10 Coopératives féminines, 4 Foyers féminines et 11 groupements féminins – 1 diagnostic sur les besoins de formations et d'équipement - Sensibilisation et formations des femmes rurales

**ENVIRONNEMENT** / 1 étude diagnostic sur la gestion des déchets solides (sur 18 villages) – Sensibilisation de 2.137 personnes sur l'impact des déchets et leur gestion – Création de 6 Comités de gestion des déchets (dont 3 féminins) – Rédaction de : 4 Chartes environnementales et 2 Guides de l'éco-citoyen – Installation de 4 locaux à ordures et bacs à piles – Don d' 1 camion de ramassage des déchets solides – Plantation de 35.000 arbres – Organisation d' 1 Forum intercommunal sur l'environnement.

## **CHAPITRE 2 : THEMES ABORDES LORS DE LA RENCONTRE**

Lors de cette rencontre, les thèmes abordés ont principalement concerné le rôle des migrants dans le développement de leur territoire d'origine et le rôle spécifique des jeunes générations. En deux ateliers, les participants ont tout d'abord échangé sur les mécanismes de renforcement du rôle des migrants dans le développement territorial. Les opportunités liées aux actions de coopération décentralisée ont été abordées, en termes de transferts de savoir-faire et de compétences. La question des nouvelles générations s'est vite posée, à travers la notion de confiance entre les Marocains Résidant à l'Etranger (MRE) et les institutions marocaines. En effet, de nombreux jeunes, généralement porteurs de projets d'investissement, se tournent vers le Maroc, en quête d'un nouveau territoire pour développer leurs projets. Comme la plupart des membres des 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> générations, ils sont moins attachés à un village en particulier, mais au pays dans son ensemble. De ce fait, ils ne sont pas toujours bien accueillis par les locaux, qui peuvent voir en eux une menace plutôt qu'une force, du fait de leurs compétences et de leur énergie.

Les échanges ont abouti à des recommandations claires concernant le changement des mentalités vis-à-vis du migrant et de son rôle dans le développement du pays d'origine. La communication est un facteur très important pour une meilleure compréhension entre les acteurs.

La capitalisation et la promotion des bonnes pratiques du codéveloppement faisaient l'objet du deuxième atelier. Les participants ont évoqué ensemble l'importance des études d'impacts des projets, la cohérence entre les activités du projet et le territoire, l'implication des services de l'Etat, ainsi que la structuration des migrants en associations et en réseaux dans le pays d'accueil. A travers des outils tels la vidéo, les visites d'échanges, les rapports d'activité, ou la cartographie de projets ou d'acteurs, le partage des bonnes pratiques est indispensable pour assurer une continuité dans les projets.

Un exemple concret a été illustré pendant la visite de terrain, dans le village de Tagmoute. La délégation du FORIM a pu découvrir les projets de codéveloppement réalisés par M&D et portés par les villageois(e)s et parfois par des migrants. Pour exemple, le cas de l'auberge rurale « Pied du Siroua », qui a été construite dans le cadre de la mise en place, par M&D et les AMRE, d'un réseau de 21 auberges rurales, pour développer le tourisme rural solidaire.

### **CHAPITRE 3 : PRESENTATION DES DIFFERENTS MODES DE COOPERATION IDENTIFIEES ET LES RESULTATS DE CES DIFFERENTES APPROCHES, EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET DE DYNAMISATION DE LA SOCIETE CIVILE DANS LES REGIONS DE FORTE EMIGRATION**

Au cours du séminaire, la Coopération décentralisée entre deux collectivités territoriales a été mise en avant. Elle vise à faciliter les échanges entre les migrants et leurs partenaires dans leur pays d'origine. Dans cette Rencontre, spécifique au Maroc, les exemples portaient sur des coopérations entre des villes, dans le monde rural, de taille moyenne, françaises et marocaines. Lors des interventions en début de séance, des migrants ont témoigné de leurs expériences dans d'autres pays européens et ont présenté le potentiel d'une coopération en réseau, entre plusieurs pays d'accueil.

L'aspect économique et l'engagement de la société civile dans ces coopérations ont illustré ces témoignages. Un certain nombre de migrants s'engagent sur des projets de codéveloppement et montrent un intérêt particulier pour l'investissement productif. Un projet lié à l'environnement, par exemple, sera très souvent lié à une activité économique (dans l'innovation, les énergies renouvelables, la gestion des déchets, ...). Le lien est très vite créé entre les deux territoires d'accueil et d'origine, sur la base de compétences solides dans un ou plusieurs domaines.

La visite de terrain, à Tagmoute, a également révélé le fort potentiel de la coopération entre acteurs, notamment en termes de réseaux (réseau régional d'auberges rurales). Plusieurs projets qui se sont déroulés dans cette Commune rurale sont issus de la coopération entre deux structures, à la fois en termes de transferts de savoir-faire techniques, mais également en termes de partenariats financiers.

### **CHAPITRE 4 : MISE EN PERSPECTIVE DE LA RENCONTRE INTERNATIONALE SUD AVEC LA COOPERATION ET LE CODEVELOPPEMENT : ENSEIGNEMENTS ET OPPORTUNITES IDENTIFIES A L'ISSUE DE L'ACTION**

Plusieurs recommandations ont émergé de cette Rencontre, tant au niveau du séminaire sur le rôle des migrants que pendant les visites avec les acteurs de terrain.

D'une manière générale, les migrants qui ont pris la parole pendant les échanges ont insisté sur l'importance d'une transparence au niveau des relations avec les administrations du pays d'origine. En outre, la promotion et la commercialisation des produits du terroir sont apparues comme un axe prioritaire dans l'amélioration des relations entre les acteurs de deux territoires. En effet, l'apport économique et social de cette activité garantit le renforcement de la qualité des produits et de l'image du territoire, dans son ensemble. Le codéveloppement et la coopération participeraient activement au changement de mentalités de la population locale, des administrations, face au rôle des jeunes entrepreneurs et des migrants dans le développement local.

Une des opportunités de partenariats s'est révélée à travers un débat sur les nouvelles formes de migrations internes et de gestion par les institutions locales. Cette problématique, partagée par plusieurs pays du Sud, a fait apparaître le projet d'un échange de pratiques et d'expériences Sud-Sud, sur les questions migratoires, entre des élus et cadres associatifs marocains, avec leurs homologues de pays d'Afrique Sub-saharienne, comme le Mali. Cette idée est apparue suite aux débats lors du séminaire, ainsi qu'après la rencontre de la délégation du FORIM avec le Président de la Commune Urbaine de Taliouine, accompagnée de l'équipe de M&D. Ce dernier s'est montré très intéressé par cette question et prêt à mobiliser des élus d'autres communes.

## CONCLUSION

En conclusion, la Rencontre Internationale Sud au Maroc a permis de mettre en lumière l'évolution du rôle des migrants dans le développement et les effets sur les nouvelles générations. On ne parle plus de migrants mais de diaspora. On ne parle plus d'un village, mais d'une région, voire d'un pays dans son ensemble. On parle davantage de compétences, d'échanges de bonnes pratiques, d'investissement productif.

Les migrations ne se font plus du Sud vers le Nord, mais également du Nord vers le Sud, entre pays du Sud ainsi qu'en interne dans le pays. Ce dernier point est devenu central, ces dernières années, dans plusieurs pays, dont le Maroc, qui doivent faire face à une nouvelle population, une nouvelle démarche, une nouvelle énergie.

Ces Rencontres Internationales Sud favorisent l'échange entre des acteurs du Sud, qui finalement, doivent continuellement approfondir leur connaissance mutuelle. Cette forme d'échange, à travers des séminaires, des ateliers, des rencontres institutionnelles, des visites d'immersion sur le terrain, encourage la création de liens durables entre tous ces acteurs et des perspectives concrètes.

## ANNEXE 1- COMPTE RENDU DE LA RIS MAROC

Le but du séminaire était de favoriser l'échange entre les divers acteurs locaux et les associations de migrants.

Pour guider la réflexion, 3 questions ont servi de cadre :

- Quels mécanismes pour le renforcement du rôle des migrants dans le développement ?
- Comment bâtir une coordination entre migrants et acteurs locaux ?
- Comment capitaliser les expériences et promouvoir les bonnes pratiques de codéveloppement ?

Après des échanges, en séance plénière, avec des acteurs du territoire, sur ces questions, les participants ont été invités à développer leurs idées et témoigner de leurs expériences, lors d'ateliers thématiques :

**Atelier 1 : Mécanismes de renforcement du rôle des migrants dans le développement territorial. Liens avec les acteurs locaux, outils et approches, plans communaux de développement, coopération décentralisée** (Modération : Abderrazak EL HAJRI / Rapport : Fatima Zahra EL GRAH et Emilie BONNASSIEUX)

La Municipalité de Tata (en coopération avec la ville d'Agde) travaille étroitement avec les MRE, en apportant une attention particulière au transfert de savoir-faire et compétences. On parle de MRSF (Marocains Riches en Savoir-Faire) qui ne sont pas (ou seulement) riches en euros. Aussi, ces compétences et savoir-faire doivent être mis en valeur. Par ailleurs, le lien avec le territoire est important pour les nouvelles générations, qui n'ont pas la même vision que les générations précédentes. Une des faiblesses constatées et vécues reste le manque de confiance des citoyens migrants vis-à-vis des administrations. La Municipalité de Tata développe des projets avec les migrants d'Agde qui concernent particulièrement l'investissement productif. Elle travaille donc à rendre son territoire attractif, à rendre visible les opportunités d'investissement, afin que les migrants saisissent l'occasion de revenir au pays, avec un projet économique.

La communication entre les MRE et les autorités locales est à améliorer car il est important de dépasser la seule relation financière afin de renforcer la confiance. Une ouverture est possible quant au rapprochement entre la société civile avec le national et l'international. Ce constat se dégage des programmes nationaux qui ont été lancés ces dernières années et aboutissent à des pistes concrètes d'investissement des migrants dans leur territoire d'origine.

On note deux catégories de migrants : les retraités qui souhaitent rentrer au pays, avec leur savoir-faire et la nouvelle génération qui est plus intéressée par les grandes villes et à développer des compétences nouvelles. Dans ce dernier cas, on ne parle plus de migrant mais de diaspora car née à l'étranger.

La question de confiance est primordiale entre tous les acteurs. Par ailleurs, il est important pour un migrant d'être représentatif de la gouvernance locale à l'étranger, en l'impliquant dans la gestion des affaires locales. Enfin, ce même migrant doit pouvoir mettre à disposition ses savoir-faire.

La valorisation des produits du terroir peut être une porte d'entrée pour attirer la nouvelle génération sur le territoire, notamment à travers la recherche de labels (AOP, IGP...) de qualité.

L'atelier a bénéficié du témoignage d'une jeune MRE résidant en Suisse et déterminée à « rentrer au pays » pour investir, justement, dans la filière des produits agricoles, et plus spécifiquement sur le marché du safran. Elle avoue ne pas être démoralisée face aux obstacles des démarches administratives très lourdes, mais davantage face à la difficulté de l'accueil de la population locale. En

effet, elle fait partie de cette nouvelle génération qui n'est pas rattachée à un village mais au pays dans son ensemble, ce qui n'est pas très bien vu de la part des locaux.

Afin de changer les mentalités, plusieurs propositions ont été lancées, comme une Caravane Ahwach de la région de Tata à l'attention de MRE de Paris et Bruxelles. Cette Caravane proposerait, à travers le fil conducteur de la culture traditionnelle (danses et musiques berbères), des tables rondes thématiques sur le rôle des migrants dans le développement. Des stands de promotion et commercialisation de produits de terroirs permettraient également de valoriser les territoires marocains dans les différents territoires d'accueil, en Europe. Mais également des échanges Sud-Sud avec d'autres pays africains. Le changement de mentalité de la population locale, mais également des administrations, renforcerait le rôle des migrants dans le développement local.

En résumé, 3 mécanismes ont été dégagés lors de cet atelier :

1. Un mécanisme lié au territoire et à la gouvernance locale : le migrant doit être en lien avec la planification locale et ne doit pas être vu comme une manne financière, mais bien comme porteur de compétences utiles et nécessaires pour le développement territorial. Cette articulation est à trouver entre les migrants, les administrations et la société civile.
2. Un mécanisme lié à l'économie et les produits du terroir : les autorités doivent faciliter les démarches, notamment pour garantir la promotion des produits du terroir et, par extension, du territoire, à l'étranger. Les labels des produits doivent être valorisés, les liens avec les coopératives doivent être renforcés, afin d'encourager les investissements de MRE.
3. Enfin, un mécanisme de renforcement de la confiance entre les migrants, l'administration et la population locale ; et ce, grâce une transparence et une communication plus claire entre les trois groupes.

**Atelier 2 : Comment capitaliser les expériences et promouvoir les bonnes pratiques de codéveloppement ? Outils de capitalisation, partage de bonnes pratiques, évolution de l'action des OSIM, pérennisation de l'action** (Modération : Abderrahmane AIT LHAJ / Rapport : Mohamed MANSOUR)

L'animateur de l'atelier a mis l'accent sur l'objectif principal de l'atelier : Déterminer les outils et les moyens pour capitaliser les expériences des émigrés impliqués dans le développement.

Les débats ont porté sur les bonnes pratiques et les contraintes vécues. L'objectif est de de tirer des leçons dans la conduite des projets et d'en faire des connaissances partageables :

Les outils et moyens de capitalisation :

\*Les vidéos : C'est un exemple présenté par un émigré, M. AARAB, qui a réalisé un film sur son expérience ; retraçant l'histoire de son projet touristique du lancement à la fin de sa mise en œuvre.

\*Les échanges : des visites d'échanges entre acteurs sont des moments pour visualiser les projets sur place. La création de comité des migrants et de caravanes permettrait, par ailleurs, d'échanger et de mobiliser, à travers les actions que chaque migrant a réalisées ou dans lesquelles il s'est impliqué.

\*Le rapport des actions : Toutes les expériences, de tous les territoires concernés, doivent être documentées, afin de mettre en avant leurs impacts sur le contexte local, ainsi que les erreurs à éviter pour de futurs projets.

\*Réseautage entre les structures des migrants : cette action permet de transférer les bonnes pratiques, notamment d'une génération à l'autre.



\*Cartographie des projets : Il s'agit ici de disposer d'un répertoire des projets réalisés par les émigrés en mettant en avant les méthodologies et les contraintes rencontrées.

L'exemple du FORIM a été relevé, en termes de bonnes pratiques, sur :

- L'évaluation d'impact des projets (avec les comptes rendus de projets, le rapport d'évaluation),
- La cohérence des activités du projet avec le territoire,
- L'implication des services d'Etat dans les projets.

L'organisation des migrants en associations pour la réalisation de projets d'insertion dans le pays d'accueil et de projets de développement est une bonne pratique notable, ainsi que la création de réseaux et lobbying (plateforme euro-méditerranéenne), les projets de la coopération décentralisée où les migrants sont impliqués, et des Caravanes de migrants, telles qu'organisés par M&D.

Afin de pérenniser les initiatives auxquelles les émigrés sont impliqués, les participants de l'atelier ont proposé quelques mesures:

- Intégrer les émigrés dans les initiatives de développement territorial
- Prendre en considération les émigrés dans les politiques locales de développement, pas uniquement pour leur implication matérielle. Il s'agit de s'appuyer sur leurs savoirs, expériences et sur leurs capacités relationnelles.
- Approfondir la réflexion sur l'implication des émigrés dans la commercialisation des produits de terroir et le tourisme de montagne.
- Maintenir la journée nationale des migrants comme opportunité de réflexion sur les contraintes qui entravent les migrants dans leurs contributions au développement.

Le 8 novembre, la délégation du FORIM a été accueillie au village de Tagmoute, par le gérant de l'auberge rurale « Pied du Siroua », ainsi que par un représentant de l'association villageoise. Cela a été l'occasion de découvrir les différents projets mis en œuvre dans le village (réseau d'assainissement, aménagement ruelles, rénovation école, structuration coopérative agricole de femmes, sensibilisation environnement...)

## ANNEXE 2 - LISTE DES INTERVENANTS

Lors du séminaire sur le rôle des migrants dans le développement de leur territoire d'origine, les intervenants suivants ont témoigné de leurs expériences et études sur la question :

- Intervention de M. Abdelatif MAAROUFI, CCME : L'expérience du réseau des migrants marocains, en Europe
- Intervention de M. Lahoussain JAMAL, fondateur de M&D : Les migrant (e)s comme acteurs de développement à travers l'expérience de M&D
- Intervention de M. Abdesslam MNEBHI, ENCEMMO : L'engagement des migrants, à l'échelle européenne
- Intervention de M. Jean-Charles AHOMADEGBE, ancien Président du FORIM : Un élargissement à d'autres migrations de la vision des migrants acteurs du développement
- Intervention de M. Mohamed CHAREF, directeur de l'ORMES : Un regard analytique sur les actions des migrant (e)s et le développement territorial
- Intervention de M. Hicham JAMID, étudiant-chercheur à l'Université Ibn Zohr d'Agadir : Les enjeux de l'évolution de l'action des associations des migrant(e)s

## CONTACTS

### MIGRATIONS & DEVELOPPEMENT

France :

42, Boulevard d'Annam – Bat 4 RDC13016 Marseille – France

Tél : 04 95 06 80 20 • Fax : 04 91 46 47 36

E-mail France : [md.france@migdev.org](mailto:md.france@migdev.org)

Maroc :

Maison du Développement – 83 500 Taliouine – MAROC

Tél : (212) (0) 528 53 41 48• Fax : (212) (0) 528 53 45 14

20 Immeuble Talbi, rue 2 mars Q.I. 80000 Agadir – MAROC

Tél : (+212) 05 28 23 71 85

E-mail Maroc : [md.maroc@migdev.org](mailto:md.maroc@migdev.org)

Site web: [www.migdev.org](http://www.migdev.org)

---

### Les partenaires de la RIS Maroc :



MUNICIPALITE DE TALIOUINE